



HAL
open science

Les mandarins et la horde bibliométrique Normes, conflits et évolutions de l'espace de la sociologie italienne

Bruno Cousin, Tommaso Vitale, Filippo Barbera, Carlo Barone, Marco Santoro

► To cite this version:

Bruno Cousin, Tommaso Vitale, Filippo Barbera, Carlo Barone, Marco Santoro. Les mandarins et la horde bibliométrique Normes, conflits et évolutions de l'espace de la sociologie italienne. *Socio-logos*, 2022, 17, 10.4000/socio-logos.5815 . hal-03671960

HAL Id: hal-03671960

<https://hal.science/hal-03671960v1>

Submitted on 19 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Les mandarins et la horde bibliométrique

Normes, conflits et évolutions de l'espace de la sociologie italienne

Academic patrons and the bibliometric wild bunch: norms, conflicts and changes within Italian sociology

Bruno Cousin, Tommaso Vitale, Filippo Barbera, Carlo Barone et Marco Santoro

Introduction

- 1 Avec 1044 enseignant.e.s-chercheur.e.s actuellement en poste dans les universités cisalpines (dont 45,1% de femmes), un nombre équivalent et en forte croissance d'enseignant.e.s vacataires (Borrelli et al., 2021), 898 inscrits en 2020 à l'Association Italienne de Sociologie (AIS), 257 à la Société Italienne de Sociologie Économique (SISEC : Arcidiacono et al., 2021) et 45 à la Société Scientifique Italienne sur la Société, la Culture et la Communication (SISCC), qui se sont récemment détachées de l'AIS, de nombreuses revues et des dizaines de programmes de recherche, la sociologie italienne est une discipline vivante et bien installée dans le paysage universitaire. Elle a fait son entrée dans les établissements du pays il y a plus d'un siècle, mais ne s'y est institutionnalisée qu'à partir des années 1960 (Barbano, 1985 ; Avallone, 2010 ; Cossu et Bortolini, 2017 ; Grüning et al., 2019). On la trouve aujourd'hui au cœur des principaux cursus en sciences politiques, économiques et sociales (mais aussi en sciences de l'éducation et en sciences de la communication), et elle est présente dans une moindre mesure en médecine, sciences motrices, droit, psychologie, ainsi que dans les facultés d'architecture (Morcellini, 2014).
- 2 Conscients que, par définition, chaque discipline académique des sciences sociales peut être analysée comme un espace en partie autonome (Bourdieu, 1984 ; Lebaron, 2000 ; Abbott, 2010), cet article présente le domaine de la sociologie italienne en soulignant ses logiques de structuration de long terme et les principaux processus de changement,

tant en matière de recherche scientifique et de vie académique que de formation de sociologues professionnels pour le marché du travail. Il le fait en se concentrant sur les équilibres, oppositions et conflits des dernières décennies qui ont contribué à la réorganisation institutionnelle de la discipline ainsi qu'à l'évolution de ses pratiques de recrutement, d'évaluation et d'avancement. Ces changements sont toujours en cours et leurs partisans et opposants continuent à s'affronter ; notre texte est donc aussi un peu l'histoire d'un combat qui fait encore rage.

- 3 Dans une première partie, nous expliquerons comment la sociologie italienne a été historiquement dominée par trois « composantes » : de puissantes coterie mandarinales, à l'origine associées aux trois principaux partis politiques du pays, qui s'étaient réparti la quasi-totalité des postes universitaires et des positions de pouvoir de la discipline. Dans une seconde partie, nous montrerons comment ce système et la partition qu'il avait mise en place ont été remis en cause par la pénurie de postes et, surtout, par deux réformes successives des recrutements universitaires, qui ont instauré des habilitations nationales aux grades de professeurs et un dispositif de mesure standardisée de la productivité individuelle et de la qualité des travaux sociologiques. En effet, comme nous le verrons dans la troisième partie, on assiste depuis deux décennies en Italie, au fil d'évaluations nationales successives, à un essor de la bibliométrie et à la légitimation progressive de nouveaux critères pour mesurer la valeur scientifique, laquelle est davantage définie en fonction de la *peer-review*, de l'internationalisation et de la compétition entre chercheurs. Enfin, une quatrième partie montrera comment ces évolutions s'inscrivent aussi dans un contexte général de dégradation des conditions d'emploi des docteurs et des diplômés en sociologie.

1. Genèse, tripartition et crise de l'espace de la sociologie italienne

- 4 En tant que discipline académique, la sociologie a une histoire plus récente en Italie qu'en France, en Allemagne ou aux États-Unis. En effet, la première chaire de sociologie n'y a été créée qu'en 1950, en remplacement de la chaire de doctrine du Fascisme de l'Université de Florence, elle-même fondée dans les années 1930 par Camillo Pellizzi, un spécialiste de littérature anglaise et de théorie des élites, que sa forte proximité avec le pouvoir mussolinien avait conduit à être suspendu durant les années d'après-guerre avant d'être ainsi réintégré. La sociologie existait néanmoins déjà, en Italie comme ailleurs, en dehors des chaires universitaires. Dès 1870, elle s'organisa autour d'enseignements, de revues (la *Rivista Italiana di Sociologia*, fondée en 1897, qui survécut jusqu'en 1921) et de tentatives associatives. Mais ces expériences restèrent à l'état d'expérimentations, toujours en marge de la vie académique – et ce malgré la présence parmi les adeptes de la sociologie de figures importantes, telles que Vilfredo Pareto (titulaire de la chaire d'économie de l'Université de Lausanne) et Corrado Gini, célèbre statisticien et démographe qui a tenu pendant des années à l'Université de Rome un cours de sociologie pour les étudiants de la Faculté de sciences statistiques. Gini fut sans aucun doute le représentant le plus influent et le plus connu de la « sociologie italienne » durant toutes les années du Fascisme et jusqu'aux années 1950 (Santoro, 2017).
- 5 Après la création de la première chaire florentine, il fallut toutefois attendre encore dix ans pour que des postes publics en sociologie soient mis au concours dans les

universités. Au milieu des années 1960, quelque chose s'apparentant à un « champ de la sociologie académique » se structura en Italie à partir de quelques (rares) centres universitaires où la discipline était enseignée comme telle : Florence, Rome, Turin, Bologne, Gênes, Ancône, Trente. C'est dans cette dernière ville que, en 1962, fut fondé l'*Istituto Superiore di Sociologia*, noyau originel de ce qui devint quelques années plus tard la Faculté de sociologie de Trente : la seule en Italie pendant trois décennies. Mais bien qu'occupant une place importante, celle-ci n'était qu'un des sièges parmi d'autres de la discipline, dont les piliers restèrent pendant longtemps les facultés de sciences politiques et de sciences de l'éducation, et dans une moindre mesure celles de lettres et de philosophie.

- 6 L'expansion de la sociologie fut ensuite massive à partir des années 1960, avec une augmentation continue des chaires : au nombre de 4 en 1964, on en comptait 23 en 1973. Cette même année, le nombre total de chargés de cours et de sociologues employés à l'Université dans des fonctions d'enseignement et de recherche s'élevait déjà à 212. À partir des années 1980 – suite à la loi instituant des *professeurs associés* et des *chercheurs* aux côtés des *professeurs ordinaires* occupant les chaires – l'effectif d'enseignants-chercheurs titulaires crût encore plus rapidement : dépassant 400 en 1987, atteignant 778 au tournant des années 2000, il était de plus d'un millier en 2010 (données officielles du Ministère de l'Université et de la Recherche).
- 7 Cette croissance rapide a suscité des crises de gouvernabilité de la profession, de ses modalités de recrutement et de sa formation. Au début des années 1980, l'expansion a été telle qu'elle a rendu possible et finalement inévitable – après un moment critique de conflit intergénérationnel, lié aux effets de 1968, qui avait bloqué toute initiative en ce sens dans les années 1970 – la fondation d'une association professionnelle de sociologues universitaires : l'Association Italienne de Sociologie (AIS). Il s'agit de la première en son genre en Italie, malgré quelques précédents éphémères pendant la première moitié du XX^e siècle sans conséquences réelles pour la vie de la discipline. Si l'on considère que des associations nationales de sociologues existaient, respectivement, aux États-Unis depuis 1905, en Allemagne depuis 1909, au Royaume-Uni depuis 1951 et en France, bien qu'avec un succès plutôt limité, depuis 1962 (ou depuis 1924 si l'on prend en compte l'Institut français de sociologie de l'école durkheimienne), le retard relatif de l'institutionnalisation de la sociologie italienne doit être souligné. D'autant qu'il faut également signaler qu'avant 1980 il n'y avait pas en Italie de doctorat en sociologie, et que ce n'est que depuis le début des années 1990 que des enseignants-chercheurs ayant le titre de docteur dans cette discipline ont commencé à être recrutés, modifiant progressivement l'organisation universitaire. Par ailleurs, il y avait bien sûr auparavant des enseignants-chercheurs qui avaient effectué des études supérieures en sociologie (parfois un doctorat) à l'étranger, mais ils ont toujours été très minoritaires.
- 8 Au-delà de ce retard, c'est aussi la gestion même de l'institutionnalisation académique et la manière dont elle a été « gouvernée » par les sociologues qui ont eu un impact durable sur la discipline (Freschi et Santoro, 2010). Depuis sa constitution au début des années 1960, l'espace sociologique italien s'est en effet structuré autour de deux pôles majeurs : l'un laïque, l'autre catholique et personnaliste, suivant une opposition que l'on retrouve dans de nombreux pays (notamment sud-américains) à forte tradition catholique. Pendant de nombreuses années, cette division a eu des effets déterminants sur la vie de la discipline. Et à partir du début des années 1980 et la naissance de

l'Association Italienne de Sociologie, ces effets ont été renforcés et complétés par une nouvelle (sous-)division, la scission du camp laïque en deux pôles : l'un représentant les sociologues non catholiques de l'Italie du Nord au sein du Mi-To (pour « Milano-Torino », les deux principales villes et universités où cette « composante » de l'AIS, également dominante à Trente, était implantée) ; l'autre, qui se voulait le représentant et le « protecteur » des intérêts des sociologues non catholiques du Centre et du Sud, ayant Rome et ses universités comme centre de coordination. Au début des années 1980, la sociologie italienne était ainsi organisée comme un espace de concurrence symbolique et de lutte pour les places entre des factions de savants positionnées de façon distincte selon au moins deux axes : l'opposition sécularo-catholique originelle et, secondairement, l'opposition Nord-Sud. Toutefois il s'agissait aussi d'une différenciation largement hétéronome et d'ordre politique : le Mi-To, influencé par l'héritage sociologique marxien, était lié au Parti Communiste Italien (PCI) ; le pôle catholique était proche de la Démocratie Chrétienne (DC) ; et le troisième pôle – couramment désigné comme la « Troisième composante » – était lié au Parti Socialiste Italien (PSI), lequel préférait la critique culturelle à la critique sociale, et ce faisant à la social-démocratie de Bettino Craxi qui dominait le parti dans les années 1980. On peut ainsi relever au passage l'absence à l'époque en Italie d'une forte tradition sociologique « libérale » (alors qu'il en existait une au sein de la science politique) et le fait que la discipline s'était relativement peu développée comme une science appliquée, comme ce fut en revanche le cas en France (Paradeise et al., 2015 ; Cousin, 2017).

- 9 Avec l'éclatement à partir de 1992 des scandales de corruption qui marquèrent la fin de ce qu'on a appelé la Première République, et la disparition de ses principaux partis, la raison politique de la tripartition de la sociologie italienne s'est vidée de son sens. Mais la structuration de l'espace sociologique en trois « composantes » n'a pas disparu pour autant. Au contraire, elle est devenue une organisation durable au sein de l'AIS (Santoro, 2011). Pour comprendre ce que cela a signifié et signifie toujours à bien des égards, il est essentiel de considérer les trois composantes pour ce qu'elles sont, au-delà des représentations et justifications qu'en donnent leurs partisans et dirigeants. Ce sont avant tout des dispositifs de pouvoir académique, dont l'existence se manifeste surtout à deux moments institutionnels importants de la vie de la discipline : le renouvellement des organes directeurs de l'AIS et l'organisation des comités de sélection lors des recrutements individuels. Sur le premier point, la solution privilégiée est consociationaliste : un système de rotation aux postes les plus importants (présidents et vice-présidents de l'Association et de ses différentes sections) et une répartition des représentants (ce n'est pas un hasard si le Conseil de l'AIS est composé de neuf sièges, généralement répartis à égalité entre les trois composantes). La gestion des recrutements est plus compliquée et a souvent engendré des conflits aigus, car la régulation est laissée à la négociation entre les dirigeants des composantes, avec ce qui s'ensuit en termes d'alliances plus ou moins stables, d'échanges ponctuels, de promesses et de tensions.
- 10 On retrouve des pratiques similaires dans de nombreux autres pays. Mais l'espace sociologique italien présente un certain nombre de spécificités, ou plutôt d'anomalies. (1) Les trois composantes n'ont pas de véritables fondements intellectuels, ce ne sont pas des écoles de pensée (Santoro, 2009) – même si leurs membres respectifs sont inégalement attachés à certains thèmes et méthodes de recherche – mais des machines académiques pour la gestion et le partage des ressources (postes, positions de pouvoir, fonds de recherche, accès aux revues, aux collections et aux éditeurs). (2) L'état des

forces à un moment donné est le résultat de négociations, comparaisons, alliances et échanges qui sont le plus souvent contingents, *ad hoc* et donc relativement aléatoires. Mais (3) il est aussi le fruit d'une organisation systématique et durable, notamment du fait de la cohésion interne et de la régulation formalisée de deux des trois composantes : les sociologues catholiques s'étant réunis en une association dès 1995, bientôt imités par les « Romains » (mais pas par le Mi-To, lequel se caractérise par une vocation plus individualiste et pluraliste qui a, de fait, souvent affaibli sa position).

- 11 C'est ainsi la forte institutionnalisation de ces pratiques (elles sont constitutives de l'habitus académique d'une bonne partie des sociologues italiens) qui explique la persistance de cette division en composantes. Elle est à l'origine des résistances aux changements et aux critiques, y compris aux plus sévères et aux plus graves parmi ces dernières, formulées notamment depuis une douzaine d'années par les représentants des nouvelles générations de sociologues. Selon eux, cette organisation tripartite en composantes a généré par le passé et génère encore des effets pervers souvent lourds, et donc des inconvénients bien supérieurs à ses avantages. Est notamment citée l'exclusion de ceux qui n'appartiennent pleinement à aucune composante : *outsiders* qui finissent presque toujours par être évincés de la compétition pour les postes. Mais est aussi dénoncé le fait que l'évolution dans la carrière, conditionnée à la fidélité à l'égard de son affiliation (généralement transmise par l'établissement de formation doctorale, avec parfois une possibilité de réaligement au moment du post-doctorat) et à la loyauté vis-à-vis de sa hiérarchie interne, ainsi qu'au respect des règles du système, ne tient que marginalement compte du mérite des enseignants-chercheurs et de la qualité de leur travail.
- 12 Par ailleurs, et peut-être surtout, la tripartition a pour effet d'entraver la communication et les échanges intellectuels entre chercheurs des différentes composantes, lesquelles ont souvent chacune « leurs » revues et « leurs » conférences. Ce faisant, elle empêcherait la structuration de la sociologie italienne par de véritables controverses scientifiques et oppositions théoriques, participant d'une certaine stérilisation de la discipline. Et ce d'autant plus que, comme l'ont confirmé les principales études quantitatives sur le sujet, fondées sur l'analyse des citations mutuelles et des cosignatures entre universitaires italiens (Riviera, 2015 ; Akbaritabar et al., 2020), la division de l'espace national de la sociologie en composantes recoupe en partie celle liée aux spécialisations thématiques : le Mi-To étant par exemple surreprésenté parmi les sociologues des inégalités, de l'économie, du politique et des mouvements sociaux ; les « Catholiques » parmi les sociologues de la culture, des migrations, de l'intervention sociale et de la communication ; et les « Romains » parmi les méthodologues.
- 13 Ces critiques acquièrent une visibilité inédite au début des années 2010, au moment où était discutée la dernière loi de réforme de l'Université (dite réforme Gelmini) : plusieurs forums en ligne et débats organisés par des revues de premier plan (*Rassegna Italiana di Sociologia* et *Sociologica*), mais aussi par le site ad hoc *Per la sociologia*, réunirent des centaines de contributions et des milliers de lecteurs autour d'échanges très animés sur le rôle de la sociologie, la profession de sociologue et l'accès à celle-ci. Plusieurs de ces contributions s'attachaient d'ailleurs à dénoncer le caractère factice, truqué et/ou discriminatoire de certaines procédures de sélection et furent à l'origine de recours judiciaires.

- 14 Ainsi, après presque quarante ans d'existence au cours desquels il a contrôlé sans discontinuité pratiquement tous les aspects de l'organisation et de la vie intellectuelle des sociologues italiens, le système des composantes a montré récemment plusieurs signes d'instabilité et d'affaiblissement en raison – outre des critiques susmentionnées – des effets induits par la réforme Gelmini. Celle-ci a introduit deux nouveaux éléments susceptibles d'ébranler le système : (1) l'évaluation périodique de la production scientifique de chaque enseignant-chercheur et de chaque département par un comité d'experts de la discipline extérieur à l'établissement ; (2) la qualification scientifique nationale aux grades de *professore associato* et de *professore ordinario* par une commission composée de cinq membres tirés au sort au sein d'une liste de professeurs qui doivent eux-mêmes remplir des critères élevés en matière de productivité et de qualité scientifiques (ce qui empêche de ce fait certains universitaires autrement très influents et leurs disciples d'y figurer). Par ailleurs, comme nous allons le voir, depuis la crise de 2008, la réduction importante des moyens investis par l'État dans l'enseignement supérieur et la recherche a fortement affecté ces réformes du recrutement et de la carrière universitaires, et contribué à la déstabilisation en cours du système antérieur.

2. La réforme des recrutements universitaires entre localisme, concurrence et diminution des postes

- 15 Il convient tout d'abord de rappeler que, en Italie, la carrière académique est aujourd'hui structurée en trois niveaux : chercheurs, professeurs associés et professeurs ordinaires. Les réformes Moratti (2005) et Gelmini (2010) ont cependant supprimé le statut de chercheur permanent pour le remplacer par celui de chercheur (*ricercatore*) à durée déterminée. Celui-ci comporte par ailleurs deux catégories distinctes : la catégorie A (un statut de chercheur-boursier sans possibilité de titularisation) et la catégorie B (pouvant mener à la titularisation comme professeur associé). Dans le cas de la seconde, le but est donc d'évaluer pendant quelques années les performances scientifiques et pédagogiques de l'universitaire avant de le recruter éventuellement sur un poste à durée indéterminée. Mais malheureusement, depuis la réforme Gelmini, et en particulier durant la période 2011-2018, les recrutements ont surtout eu lieu sur des postes de chercheurs de catégorie A.
- 16 Cette réforme établit également, comme on l'a évoqué plus haut, que les nouveaux postes de professeur associé et de professeur ordinaire ne sont désormais ouverts qu'aux docteurs ayant obtenu la qualification scientifique nationale au grade correspondant. L'objectif étant de s'assurer que les nouvelles promotions au 2^e et au 3^e grade de la carrière académique respectent des normes minimales de qualité scientifique et de justice procédurale, souvent non garanties par les concours locaux gérés par les départements (lesquels sont contrôlés par l'une ou l'autre des trois composantes). Il faut en effet rappeler que les recrutements dans l'Université italienne, pas seulement en sociologie, se caractérisent par un localisme très prononcé qui pénalise les candidats sans liens forts avec le département où le poste est à occuper, et ce quelles que soient leurs qualités scientifiques. La qualification nationale vise donc à atténuer ce biais, notamment par le recours à des indicateurs quantitatifs : pour être qualifié, un candidat doit d'abord dépasser des seuils portant sur le nombre total de ses publications récentes, de ses articles dans des revues scientifiques de rang A (reconnues comme telles suite à des expertises qualitatives de l'ANVUR – Agence nationale

d'évaluation du système universitaire et de la recherche) et de ses ouvrages de recherche en tant qu'auteur ou coauteur. La qualité de ses publications doit ensuite être évaluée positivement. Il s'agit ainsi d'instaurer des standards minimaux identiques dans tout le pays, sinon lors des recrutements initiaux en tant que *ricercatore*, qui sont toujours entièrement aux mains des départements et donc (pour la sociologie) des composantes, du moins lors des procédures de titularisation-avancement. Dans plusieurs universités italiennes, en particulier dans le Sud, l'introduction de la qualification a ainsi eu pour effet de bloquer les carrières des sociologues locaux, jugés trop peu performants, et même dans certains cas d'empêcher tout nouveau recrutement. Car on observe régulièrement une combinaison conflictuelle des deux modes de régulation : la nouvelle sélectivité des instances nationales d'évaluation rencontrant la volonté localiste de ne pas attribuer de poste à un candidat « extérieur », et donc le refus d'ouvrir les postes tant que les candidats locaux destinés à les pourvoir ne sont pas qualifiés.

- 17 La réforme a aussi été accompagnée d'une baisse nette des financements de l'enseignement supérieur et de la recherche, initiée en 2008, avec des effets négatifs à tous les niveaux et des inégalités territoriales qui vont s'aggravant. La procédure de qualification nationale a par ailleurs subi de sérieux retards, ne produisant ses premières listes de qualifiés qu'en 2014. Au final, la réforme Gelmini a ainsi produit une précarisation supplémentaire des débuts de carrière et une diminution du nombre d'enseignants-chercheurs. C'est d'autant plus frappant si l'on compare la période 2008-2020 avec les années 2000-2007 qui furent au contraire caractérisées par une forte croissance des effectifs de la sociologie italienne (ANVUR, 2014).
- 18 Toutes disciplines confondues, les enseignants-chercheurs permanents (professeurs ordinaires, professeurs associés et chercheurs) augmentèrent alors de 22%, passant de 52 000 à plus de 63 000 entre 2000 et 2007. Cette tendance haussière faisait suite à une autre réforme des procédures de recrutement en 1998, mais elle était également liée à la dynamique temporaire de croissance du nombre d'inscriptions universitaires entre 2001 et 2006, après la réforme LMD et l'avancement du processus de Bologne. Elle s'est toutefois radicalement inversée durant la période suivante. Selon les données ministérielles, le nombre de professeurs ordinaires en poste en Italie est passé de près de 19 000 à 14 000 entre 2008 et 2020 (et était même descendu à 12 000 en 2016), tandis que l'ensemble des effectifs est retombé à 56 000, ce qui correspond à une décroissance de 12% sur la période.
- 19 Les effectifs d'enseignants-chercheurs permanents, de professeurs ordinaires, d'étudiants, et le taux d'encadrement de ces derniers ont ainsi d'abord augmenté, avant de connaître une baisse significative. Celle-ci s'explique notamment par une vague de départs à la retraite qui n'ont pas été remplacés. En sociologie, le nombre de professeurs ordinaires est ainsi passé entre 2008 et 2020 de 285 à 195 (-32%), resserrant fortement, au moins pour l'instant, le sommet de la pyramide des enseignants-chercheurs les mieux rémunérés. Cela a certes été compensé par une très forte augmentation du nombre de *professori associati* après la première campagne de qualification nationale, passé de 274 en 2013 à 454 en 2020 (+66%). Mais comme durant la même période l'effectif des *ricercatori* est quant à lui passé de 564 à 384 (-47%), on observe bien une diminution du nombre de sociologues universitaires statutaires (qui semble néanmoins être légèrement reparti à la hausse depuis 2018).

- 20 Remarquons au passage que, dans l'organisation de la recherche italienne, la sociologie fait partie du domaine scientifique des sciences politiques et sociales (SPS) qui, au cours de ces deux décennies, est passé de 2,5% à 3,1% de l'effectif d'ensemble des enseignants-chercheurs. La part de ces disciplines, et en particulier celle de la sociologie, a donc crû durant la période ; même si elle reste très minoritaire, surtout par rapport à d'autres domaines disciplinaires, par exemple les juristes (qui pèsent 7,0% du total) et les économistes (7,3%). Ainsi, la diminution du nombre de postes en sociologie est avant tout l'effet des politiques concernant l'ensemble de l'enseignement supérieur et de la recherche, et non le résultat d'une hostilité gouvernementale ciblée contre les sciences sociales. Le cas italien est à cet égard différent de ce que l'on l'observe depuis quelques années dans plusieurs autres pays. Le nombre de sociologues a crû légèrement plus que l'ensemble des effectifs universitaires entre 2002 et 2008, et a ensuite diminué un peu moins. Et, comme nous pouvons le constater dans le tableau ci-dessous, cette tendance relative concerne les trois grades d'enseignants-chercheurs :

Tableau 1. Les enseignants-chercheurs (EC) en poste dans l'Université italienne

Année	2002	2005	2008	2011	2014	2017	2020
Effectif total des enseignants-chercheurs en sociologie	835	946	1094	1074	1031	1001	1044
EC en sociologie / Nombre total d'EC en Italie (en %)	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	1,6	1,9
Professeurs ordinaires de sociologie / Nombre total de professeurs ordinaires (en %)	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Professeurs associés de sociologie / Nombre total de professeurs associés (en %)	1,6	1,7	1,7	1,8	1,7	1,8	2,2
Ricercatori en sociologie (y compris temporaires) / Nombre total de ricercatori (en %)	1,4	1,6	1,2	2,2	2,1	2,5	2,2

Source : Ministère de l'Université et de la Recherche / UnRest-Net

- 21 En Italie, la sociologie est par ailleurs divisée en « sections disciplinaires » (SPS/07 Sociologie générale, SPS/08 Sociologie des processus culturels et de la communication, SPS/09 Sociologie économique, SPS/10 Sociologie de l'environnement et du territoire, SPS/11 Sociologie politique, SPS/12 Sociologie du droit, de la déviance et du changement social) et c'est au sein de celles-ci, ou de regroupements de deux d'entre elles (pour les quatre plus petites) que s'opèrent les qualifications nationales, les recrutements et les avancements (Grüning et al., 2019). Les poids respectifs des différents grades sont (et sont restés au cours de la période 2000-2020) similaires dans les six sections et – si celles-ci ont connu récemment des évolutions différentes en termes d'effectifs – les équilibres internes au sein de la discipline se sont maintenus relativement inchangés durant les deux dernières décennies. Mais les commissions de qualification étant devenues l'un des principaux lieux de pouvoir et de contrôle des carrières universitaires, les trois composantes historiques ont cherché à les investir. Avec le soutien de l'AIS, qui a été le cadre du système des composantes depuis ses débuts, celles et ceux qui ne souhaitent pas en sortir cherchent désormais de nouvelles bases de légitimité pour contester, vider de leur sens ou instrumentaliser les mécanismes règlementaires récemment mis en place.
- 22 Par ailleurs, les réformes, la diminution des postes, l'augmentation sans précédent du nombre de docteurs et de vacataires, ainsi que la nouvelle insistance sur l'évaluation et la mise en concurrence des candidats ont aussi eu des conséquences importantes sur les procédures locales de recrutement. Pendant la première moitié des années 2000, cinq

candidats en moyenne étaient inscrits à chaque concours. Mais l'inscription ne débouchait pas toujours sur une participation effective, si bien que souvent seuls deux ou trois candidats se présentaient finalement. Cela n'est pas vraiment surprenant puisque, en fait, la sélection du futur lauréat avait souvent déjà eu lieu en amont au sein du département qui recrutait. Or, ce mode de régulation locale des recrutements, fondé sur des « files d'attente » au sein des départements, est de plus en plus contesté depuis 2008, du fait notamment de l'allongement du temps d'attente provoqué par les coupes budgétaires et la réduction des places disponibles. Ainsi, dès 2010, le nombre moyen de candidats à un poste en sociologie s'élevait à environ 40, et certains d'entre eux n'hésitent désormais plus à brandir la menace du recours judiciaire en cas de concours trop ostensiblement truqué en faveur d'un candidat local.

3. L'essor de la bibliométrie et la légitimation des nouveaux critères d'excellence

- 23 L'évolution normative et organisationnelle de l'espace sociologique italien durant les années 2000-2020 ne peut pleinement se comprendre sans se pencher sur l'importance croissante de la bibliométrie et de l'internationalisation (l'une étant liée à l'autre). Si le système des composantes et le localisme, qui récompensaient la loyauté interpersonnelle et institutionnelle, les dettes cachées accumulées au fil des ans, le respect des filiations intellectuelles et l'acceptation des logiques mandarinales, avec leurs priorités et temporalités, ont été remis en cause, c'est d'abord et surtout par le recours à une nouvelle échelle de la valeur scientifique. Il s'agit d'une échelle fondée sur une approche plus individualisée et objectivable, c'est-à-dire, pour celles et ceux qui la défendent, sur une approche plus juste et appropriée du mérite scientifique de chacun. L'essor de ces nouveaux critères d'excellence, que les procédures de qualification nationale ont contribué à imposer (ou à imposer encore davantage) aux sociologues, est particulièrement évident lorsque l'on se penche – dans une perspective d'analyse des instruments de gouvernance (Halpern et al., 2014) – sur les rapports d'évaluation de la recherche italienne publiés au cours des vingt dernières années.
- 24 Durant cette période, la production sociologique nationale a fait l'objet de quatre importantes procédures d'évaluation officielle : les travaux du *Comitato di indirizzo per la valutazione della ricerca* (CIVR 2000-2003, publié en 2006) et les trois *Valutazioni quinquennali della ricerca* VQR 2004-2010, VQR 2011-2014 et VQR 2015-2019 (cette dernière est encore dans sa phase initiale au moment où nous écrivons). Les rapports des évaluations VQR ont en outre fait l'objet par la suite d'analyses supplémentaires (cf. notamment Pisati et Santoro, 2012 et Reyneri, 2014). Au-delà des différences relatives aux données analysées et aux méthodes mobilisées, les résultats principaux issus de ces deux approches sont largement convergents et complémentaires.
- 25 L'évaluation CIVR du domaine SPS (Bartolini et al., 2006 ; Bartolini, 2007) a été réalisée en 2005 par un comité scientifique de cinq membres : les politistes Stefano Bartolini (à l'époque en poste à l'Université de Bologne, président du comité) et Vittorio Dan Segre (Université de la Suisse Italienne), les sociologues Ivo Colozzi (Université de Bologne) et Roberto Franzosi (Université de Reading), et Colin Crouch (Université de Warwick), spécialiste reconnu des deux disciplines. L'objectif était d'évaluer de manière qualitative et de classer un nombre limité de travaux, sélectionnés pour leur importance supposée par les différents départements et centres de recherche. Ainsi, les

cinq membres du comité, épaulés par 272 experts (dont 64 issus d'universités étrangères), ont évalué 373 publications en fonction de quatre critères : qualité, originalité/innovation, pertinence et internationalisation. Le premier élément à ressortir de l'analyse fut la prépondérance des ouvrages (y compris collectifs) parmi la sélection soumise à évaluation : ils représentaient 58% des publications examinées, alors que les chapitres d'ouvrages comptaient pour 22% et les articles de revues pour seulement 20%. Les livres étaient par ailleurs en italien dans près de 90% des cas (tandis que 60% des articles étaient en anglais).

- 26 Mais surtout, les résultats de l'évaluation qualitative des publications furent définis par le comité comme « clairement pas brillants » (« *certamente non lusinghieri* »). En fait, alors qu'elles devaient représenter la crème de la production scientifique des années concernées, le classement de ces publications déboucha sur une distribution quasi « normale » au sens statistique : 20% de travaux « excellents », 38% « bons », 30% classés comme « acceptables » et 11% comme « limites ». Cela venait notamment du fait qu'une partie substantielle des ouvrages soumis étaient en fait des manuels à vocation didactique ou de synthèse de la littérature. Les évaluateurs leur attribuaient des scores faibles en termes de qualité et d'originalité/innovation (les deux premiers critères considérés). Or, un grand nombre d'enseignants-chercheurs en sociologie du début des années 2000 semblait (encore) les compter parmi les œuvres les plus marquantes d'une carrière académique réussie. Le comité identifia par ailleurs une tendance assez typiquement italienne à ne pas vraiment différencier le format ouvrage collectif de celui des monographies de recherche (peut-être parce que, lorsque celles-ci sont rédigées par plusieurs auteurs, l'Université italienne incite à désigner un seul d'entre eux pour chaque chapitre ou partie de chapitre), alors même que cette différence est généralement considérée comme déterminante dans l'évaluation de la production sociologique à travers le monde.
- 27 Parallèlement était pointée la trop grande rareté des recherches originales avec une véritable dimension empirique ou mobilisant une approche quantitative ou contribuant de façon raisonnée à un programme collectif ou à une controverse structurée, ou encore faisant preuve d'ambition méthodologique, heuristique ou théorique. Enfin, tout en révélant et dénonçant le poids « excessif » des travaux de revue de littérature et d'exégèse critique, l'évaluation CIVR soulignait aussi qu'ils étaient souvent rédigés dans un style « discursif » relevant de la synthèse et de la compilation, plutôt que de l'analyse ou de la controverse théorique. Ainsi, ce rapport témoigne qu'il y a une quinzaine d'années déjà était lancée une entreprise officielle de remise en question des pratiques et normes italiennes de publication sociologique, et de réalignement de ces dernières sur les critères d'excellence « internationaux » et en particulier étasuniens. Il faut toutefois souligner que, dans le tableau général plutôt négatif dressé par le rapport, la sociologie économique et du développement local est distinguée comme « un domaine dans lequel les recherches italiennes se situent à un niveau d'excellence internationale » (Bartolini *et al.*, 2006). Il n'est donc pas très étonnant de retrouver, quelques années plus tard, de nombreux spécialistes de ce domaine parmi les partisans les plus actifs du démantèlement des composantes, de l'adoption des nouveaux critères et de l'abandon de l'AIS au profit de la SISEC.
- 28 Les évaluations nationales VQR ont adopté, quant à elles, une méthode assez différente de celle du CIVR. Bien que conçues pour évaluer les départements universitaires, elles exigent la soumission des meilleures publications de chaque enseignant-chercheur

pour la période concernée : trois publications pour un professeur ordinaire ou associé, entre zéro et trois pour un *ricercatore* (en fonction de son ancienneté). Ainsi, en comparant les VQR 2004-2010 et 2011-2014, on est en mesure d'observer la diffusion rapide de nouvelles stratégies de publication et d'identification des meilleurs travaux, correspondant à l'acceptation de l'excellence académique définie par les évaluations elles-mêmes (voir aussi à ce propos Akbaritabar et al., 2021). En effet, les résultats de la première VQR ne sont pas sans rappeler ceux du CIVR : la majorité des 2556 publications sociologiques évaluées alors étaient des ouvrages en nom propre (36,0%), suivis par les contributions à des ouvrages (32,2%) et les articles de revues (27,5%). De façon plus marginale, on dénombrait également des directions d'ouvrages collectifs (3,3%) et d'actes de colloques (1,0%). Le livre restait donc le support de publication privilégié par les sociologues italiens. Cette prédominance, qui était par ailleurs plus prononcée en sociologie qu'en science politique, s'accompagnait d'un fort ancrage national de la production : la première langue de publication était l'italien (75,1% des textes évalués). Les travaux en anglais représentaient 21,1% du total et ceux dans d'autres langues étrangères (français, allemand, espagnol, portugais et japonais) seulement 3,8% (contre 5,5% dans le cas des politistes).

- 29 Or à peine quelques années plus tard, mais dans un contexte où la *peer-review* et l'internationalisation jouaient désormais un rôle crucial dans l'avancement des carrières individuelles et dans l'évaluation publique et donc le financement des départements, le panorama de la meilleure production sociologique italienne vue par elle-même était sensiblement différent. Sur les 1789 publications évaluées par le VQR 2011-2014, les articles de revues représentaient 42,8% du total (+15,3 points par rapport à la période précédente), les contributions d'ouvrage 33,7% (+1,5 point), tandis que les ouvrages en nom propre étaient tombés à 23,4% (-12,6 points). La part des publications en anglais était quant à elle montée à 33,1% (+12 points). Toutefois, lors de la première VQR les articles de revues indexées dans les bases ISI et Scopus représentaient moins de 6% des publications de sciences politiques et sociales évaluées et, comme cette donnée n'est pas présente dans le second rapport VQR, il n'est pas impossible que l'augmentation du poids des articles soit aussi en partie due à la multiplication des petites revues à comité de lecture qui s'est produite en Italie au cours des deux dernières décennies en réponse à la mutation des critères d'évaluation (avant de connaître un reflux récent).
- 30 En effet, en se penchant sur l'ensemble des articles de revues publiés durant la période 2002-2012 par les sociologues en poste en Italie, Maurizio Pisati et Marco Santoro (2012) ont montré qu'environ 90% d'entre eux étaient parus dans des revues nationales, seulement 40% dans des revues reconnues comme scientifiques par l'ANVUR, et moins de 10% dans des revues ISI ou Scopus. Par ailleurs, une grande partie des revues dont la scientificité n'était reconnue par aucune des trois catégories (A, B et C) de l'ANVUR n'avaient accueilli chacune qu'une seule publication au cours de la décennie concernée : ce qui traduit un niveau de dispersion particulièrement élevé et une hypertrophie des publications occasionnelles sans véritable planification ou volonté de participer à un débat scientifique structuré.
- 31 Comme l'évaluation CIVR (et la recension de Pisati et Santoro), les VQR font également apparaître des différences substantielles entre les six sections disciplinaires relevant de la sociologie : le tournant du primat de la *peer-review* et de l'internationalisation ayant été pris, dans l'ensemble, d'autant plus nettement par celles qui l'avaient déjà entamé

antérieurement. La variance entre les sections, déjà significative en 2004-2010, a augmenté durant la période 2011-2014, aussi bien en ce qui concerne la part des articles évalués par les pairs que le pourcentage des publications en anglais. Et ici aussi la sociologie économique (SPS/09) enregistre les meilleures performances.

Tableau 2. Les publications évaluées par les VQR, détails par section

	Articles de revue 2004-10	Articles de revue 2011-14	Croissance articles de revue	Publications 2004-10 en anglais	Publications 2011-14 en anglais	Croissance publications en anglais
SPS/07 Sociologie générale	28,0%	45,3%	+17,3 pts	19,9%	31,5%	+11,6 pts
SPS/08 Sociologie de la culture et de la communication	24,3%	43,0%	+18,7 pts	21,9%	37,0%	+15,2 pts
SPS/09 Sociologie économique	36,2%	46,8%	+10,7 pts	26,3%	37,2%	+ 10,8 pts
SPS/10 Sociologie des territoires et de l'environnement	23,0%	33,6%	+10,6 pts	19,7%	26,7%	+ 7,1 pts
SPS/11 Sociologie politique	27,8%	33,3%	+5,6 pts	18,5%	29,3%	+ 10,8 pts
SPS/12 Sociologie du droit, de la déviance et du changement social	23,8%	32,0%	+8,3 pts	16,3%	25,2%	+ 9,0 pts

Source : ANVUR

- 32 Certaines des sections les mieux évaluées sont donc historiquement dominées par le Mi-To ; et le rapport de l'ANVUR (2018) qui s'appuie sur la deuxième VQR pour identifier les « départements d'excellence » en sociologie n'a quasiment sélectionné que des départements du Nord du pays, tenus par cette composante et ses héritiers, lesquels sont par ailleurs les principaux partisans de l'abolition du système des composantes. Or, au cours des quatre dernières années, ce label de « département d'excellence » leur a permis de recevoir des ressources supplémentaires pour réaliser des recrutements d'enseignants-chercheurs permanents, au moment même où les universités du Sud étaient dans l'incapacité de remplacer de nombreux départs à la retraite. Ainsi, il n'est pas étonnant que les nouveaux critères d'évaluation, tout comme la productivité scientifique minimale désormais exigée pour devenir professeur associé puis professeur ordinaire, soient régulièrement dénoncés – notamment par l'Association Italienne de Sociologie – comme une stratégie qui, sous couvert de lutter contre le clientélisme mandarin, favorise en fait les fiefs historiques, la volonté d'hégémonie et la ligne scientifique du Mi-To. Celle-ci est alors taxée tour à tour de fétichisme quantitatif, de positivisme excessif, d'alignement servile sur les débats étasuniens et internationaux, voire dans certains cas de biais idéologique. Et les évolutions récentes suscitent aussi des oppositions frontales, comme en témoigna par exemple Emilio Reyneri (2014), l'un des sociologues du travail italiens les plus reconnus, membre des différents comités d'évaluation et de réflexion sur la qualité de la production sociologique mis en place durant les années 2010 : « À l'AG du Congrès de l'AIS qui s'est tenu à Milan en 2010, j'avais proposé un sous-amendement à une motion en faveur de la promotion de procédures internationales pour l'évaluation de la production scientifique de la sociologie italienne. Le vice-président sortant de l'AIS se leva pour prendre la parole et s'exclama : "Quand j'entends parler d'évaluation par les pairs, je sors mon revolver" » (ce qui, il faut quand même le souligner, est la paraphrase d'un célèbre slogan de la rhétorique nazie d'avant-guerre...).

4. Au-delà de la recherche, un contexte général de déclin de l'emploi des sociologues

- 33 Les travaux récents sur les débouchés professionnels des jeunes docteurs dans les disciplines politico-sociales (Decataldo et al., 2019 ; Passaretta et al., 2019) ont montré, en comparant ceux qui avaient soutenu leur thèse respectivement avant et après la crise économique de 2008, que les seconds avaient été confrontés à un déclin substantiel aussi bien en termes de rémunérations et de stabilité de l'emploi que d'opportunités d'entrer dans la carrière académique (avec un effet de dualisation croissante des devenir des anciens doctorants). Mais, au-delà de ces difficultés des jeunes docteurs, fortement liées aux revendications d'une meilleure mesure du mérite des unes et des autres et aux conflits qui y sont liés et que nous avons présentés ci-dessus, on ne peut pleinement comprendre les querelles normatives qui ont traversé la sociologie italienne au cours des deux dernières décennies sans se pencher sur la place de celle-ci hors de l'Université. De fait, la demande d'une meilleure prise en compte de la valeur scientifique au sein de la discipline a accompagné une certaine dévalorisation sociale de la sociologie durant la même période, qu'illustre tout particulièrement le devenir de ses diplômés.
- 34 Que deviennent après leurs études les détenteurs italiens d'une licence ou d'un master en sociologie ? La littérature sur le sujet met en évidence que, dans l'ensemble, leur formation est peu valorisée sur le marché national du travail, et ce alors même que celui-ci est déjà particulièrement défavorable à la catégorie des diplômés du supérieur (si on le compare aux autres pays de l'OCDE). Il existe ainsi avant tout un net contraste entre ceux qui parviennent à trouver un emploi leur permettant de faire fructifier leurs compétences sociologiques et ceux employés dans d'autres domaines (Argentin et al., 2015a). La conjoncture économique des années 2010 a par ailleurs eu des effets résolument néfastes sur l'insertion professionnelle. La crise financière mondiale de 2008-2009 et les crises de la dette souveraine de 2011-2013 ont réduit les opportunités d'emploi, plus encore en Italie qu'ailleurs en Europe (Vitale, 2018), et ce alors que dans le pays le revenu réel des ménages par habitant reculait considérablement, au point de revenir à son niveau des années 1980.
- 35 Les difficultés rencontrées par les diplômés en sociologie lorsqu'il s'agit de passer de l'apprentissage et de la connaissance académiques à la pratique opérationnelle ont fait l'objet de nombreux débats dans la littérature italienne (Siza, 2006). Et la question se pose d'autant plus lorsqu'ils sont confrontés et qu'on les compare à leurs concurrents directs, en particulier aux diplômés en sciences politiques ou dans d'autres disciplines connexes. L'analyse de l'insertion professionnelle à moyen terme (trois ans après la fin d'études) des diplômés en sociologie révèle des désavantages significatifs dans l'accès à des emplois stables et bien rémunérés. Elle montre qu'une part non négligeable d'entre eux exercent des emplois pour lesquels un diplôme du supérieur n'est pas véritablement nécessaire (Barone, 2013) et que leur taux d'insatisfaction professionnelle est élevé (Argentin et al., 2015b). Une enquête récente portant sur les débouchés réels de la quasi-totalité des formations en sociologie des universités italiennes a confirmé l'importance du décalage entre les savoirs et savoir-faire acquis et les professions exercées (Carriero et Filandri, 2015), et ce malgré les compétences (surtout généralistes) unanimement reconnues aux sociologues (Facchini et Zurla, 2015). Cette enquête montre, elle aussi, que les débouchés relevant vraiment de la

sociologie ne concernent qu'une minorité de diplômés, et que même parmi celle-ci on observe une forte hétérogénéité des tâches effectuées et des rémunérations (Argentin et al., 2015b). Par ailleurs, un dernier volet de l'enquête s'est focalisé sur les diplômés récents employés dans la recherche et a montré que, bien qu'ils aient généralement figuré parmi les meilleurs étudiants et qu'ils soient davantage satisfaits de leur sort professionnel que leurs anciens camarades de master, leurs conditions de travail en matière de rémunération et de précarité de l'emploi sont en fait pires que celles de ces derniers (Argentin et al., 2019). L'ensemble des diplômés en sociologie présente, en outre, un risque d'instabilité professionnelle plus élevé que ceux des autres disciplines (Argentin, 2013), dans un contexte italien où les travailleurs précaires gagnent en moyenne nettement moins que ceux bénéficiant d'un emploi stable (Barbieri et Cutuli, 2010). En effet, entre 2 et 8 ans (5 ans en moyenne) après la fin de leurs études, 56,4% des diplômés d'une licence ou d'un master en sociologie qui travaillent ont un emploi précaire (Argentin et al., 2015b, p. 127), et ce pourcentage atteint 72% dans le secteur public (*ibid.*, p. 130).

- 36 Ces résultats décevants pour ce qui est de l'emploi, même en tenant compte des caractéristiques spécifiques des futurs diplômés au début de leurs études, ne sont néanmoins pas très surprenants. Le placement professionnel des diplômés en sociologie est en effet en crise depuis quelques décennies maintenant, en Italie comme dans plusieurs autres pays (Magatti, 2007 ; Facchini, 2019). En fait, la situation est telle qu'elle a parfois conduit à douter de l'avenir extra-universitaire de la discipline (Luciano, 2013) et a motivé de nombreux appels pour le développement et la promotion de compétences davantage opérationnelles (Sgritta, 2013 ; Siza, 2013). Il s'agirait non seulement de regagner du terrain dans le débat public, où les prises de position des sociologues pourraient être encore plus importantes, mais également de renforcer la contribution scientifique de la discipline à l'action publique et à l'activité des entreprises : une aspiration en matière de recherche appliquée et de développement qui s'est perdue au fil des ans (Schizzerotto, 2013) et qui nécessiterait une capacité des travaux sociologiques à dépasser la seule validation et appréciation par les pairs pour nourrir davantage la critique, l'expertise et diverses applications pratiques.
- 37 Il semble également nécessaire de tenir compte du fait que les diplômés en sociologie entrent désormais sur un marché du travail où ils sont en concurrence avec un large éventail de diplômés issus de formations universitaires thématiques et spécialisées, dont plusieurs comportent des enseignements en sociologie (Borrelli et al., 2021 ; Facchini et Pennisi, 2021) et qui se sont multipliées au cours des dernières années (Barone, 2013). Ces diplômés concurrents accèdent plus souvent à des emplois mieux rémunérés et plus directement liés à leur formation (Argentin et al., 2015a). L'absence d'une niche professionnelle propre à la sociologie (Barone et Ruggera, 2015) et la non-spécialisation thématique de nombreux masters aggravent ainsi la situation des néo-diplômés et l'impression que les savoirs et compétences sociologiques, trop généraux, seraient mal adaptés au monde du travail. En conséquence, l'insertion professionnelle des diplômés (et en particulier des titulaires d'un master) en sociologie a été davantage affectée par les crises économiques de la dernière décennie que ce n'a été le cas pour d'autres disciplines sociales et politiques ; aussi bien en termes de taux de chômage que de risque de surqualification. L'analyse détaillée des liens entre cette insertion professionnelle déclinante et les conflits institutionnels et d'évaluation qui traversent l'espace de la sociologie universitaire italienne depuis deux décennies reste à faire et nécessiterait un protocole d'enquête *ad hoc*, mais il est indéniable que ce contexte plus

large, renouvelant les interrogations sur la relation entre recherche et enseignement, a aussi contribué à reposer la question « Qu'est-ce qu'un.e bon.ne sociologue ? ».

Conclusion

- 38 Au-delà d'une meilleure compréhension des dimensions institutionnelles et organisationnelles de la sociologie italienne, quelles pistes de réflexion et d'analyse le lecteur français peut-il tirer de ce que nous venons de présenter et de l'éventuelle comparaison franco-italienne qu'il aurait effectuée mentalement au fil de la lecture ? Tout d'abord, il faut quand même le rappeler, l'Italie est comme la France un pays dans lequel la liberté de recherche et d'enseignement des sociologues est pour ainsi dire totale (du moins à l'heure actuelle). Certes l'hostilité aux sciences sociales régulièrement exprimée par Jean-Michel Blanquer et plus récemment par Frédérique Vidal est inquiétante et appelle des réactions, mais elle n'est pas comparable à la censure et à la répression violente contre ces disciplines observées au cours des dernières années en Chine, en Russie, en Inde ou en Turquie, ni aux campagnes pour la fermeture des départements de SHS qu'ont connu le Japon, la Hongrie ou le Brésil, sans parler évidemment des pays dans lesquels la sociologie est de fait tout simplement interdite. L'organisation institutionnelle de la discipline des deux côtés des Alpes présente par ailleurs de nombreux points communs : un nombre plus ou moins équivalent d'enseignants-chercheurs titulaires, une production scientifique majoritairement dans la langue du pays, de nouvelles générations de sociologues de plus en plus internationalisées, des débats en cours sur les travers et avantages du localisme lors des recrutements, une crise de l'emploi scientifique qui va s'aggravant, avec une proportion substantielle de docteurs qui passent des années dans la précarité ou ne réussissent jamais à trouver un poste.
- 39 Dans ce contexte partagé et confrontés à des situations similaires, les universitaires et sociologues italiens ont toutefois été conduits à adopter des solutions et des modes de régulation différents de ceux de leurs homologues français. Face à la multiplication des enseignants-chercheurs précaires et à l'augmentation du niveau de la compétition pour accéder à des postes de titulaires, l'Université italienne a décidé de transformer en nouvelle norme cette situation de fait, en passant à un système quasi identique à la *tenure-track* où l'incertitude quant à la pérennité de l'emploi est un passage obligé pendant de nombreuses années après le doctorat. Le problème du localisme des recrutements et des biais qu'il engendre a aussi fait l'objet de réponses opposées dans les deux pays. Souhaitant officiellement augmenter l'autonomie des établissements et considérant que la qualification nationale aux fonctions de professeur des universités avait pour seul effet de rajouter une étape bureaucratique à la promotion éventuelle des maîtres de conférences habilités, le gouvernement français a récemment décidé de la supprimer, la possession d'une HDR étant vue comme une garantie suffisante du niveau scientifique minimal du candidat. Et ce malgré le fait que celui-ci puisse soutenir son HDR au même endroit où il est en poste et candidatera ensuite à un poste de professeur. Or l'Université italienne, comme on l'a vu ci-dessus, a suivi un chemin quasi exactement inverse ; parce que le contrôle local des recrutements et des avancements de carrière ainsi que les relations de patronage et les dénis de mérite scientifique qu'elles suscitent y sont perçus comme l'une des plaies de la recherche. Il a ainsi été décidé d'y pallier au moins partiellement en créant des qualifications

nationales pour les deux grades académiques les plus avancés, mais pas pour le premier (c'est-à-dire de faire le choix opposé à celui qu'a récemment fait la France). L'idée sous-jacente étant que, avec la constitution progressive d'un corps de professeurs préalablement qualifiés selon les nouveaux critères d'excellence et des *ricercatori* eux-mêmes destinés à être soumis à l'épreuve de la qualification pour pouvoir être promu et titularisés de façon permanente, ces nouveaux critères et la préférence pour les candidats les plus prometteurs devraient s'imposer à tous les niveaux inférieurs de l'emploi universitaire. Au cours des prochaines années, l'Italie et la France vont ainsi quasiment constituer des cas contrefactuels l'un de l'autre en ce qui concerne les modes de contrôle des carrières universitaires.

- 40 Par ailleurs, contrairement aux sociologues français (ou étasuniens), qui n'appliquent jamais officiellement des critères bibliométriques précis lors de l'évaluation des dossiers de publication, les instances italiennes mesurent et quantifient désormais la productivité et l'internationalisation scientifiques, établissent des seuils minimaux à dépasser pour être promu ou recevoir des financements supplémentaires, et sont donc amenées à s'interroger sur les indicateurs mis en place et sur les éventuels effets pervers qu'ils engendrent. Et c'est encore plus vrai pour les instances d'autres disciplines, notamment parmi les « sciences dures », qui non seulement comptent et classent les publications, mais font de même pour les citations et utilisent l'indice de Hirsch. Ainsi, plusieurs sociologues n'ont pas manqué de souligner comment le tournant bibliométrique avait aggravé, par un *effet Matthieu*, les inégalités territoriales en matière de dotations qui s'exercent au détriment des établissements du Mezzogiorno, et qu'il avait été organisé d'une façon essentiellement technocratique, sans être adossé à un véritable projet politique en matière de recherche (Capano et al. 2016). Sachant que la discussion sur l'opportunité de la bibliométrie se ranime régulièrement en France aussi, l'Italie est certainement, à cet effet, une expérience à surveiller. Enfin, les tentatives de résistance du système des composantes à la transformation de l'espace sociologique italien interrogent aussi sur l'existence de phénomènes similaires en France. Par exemple, la stratégie essentiellement essayistique et médiatique d'un Gérard Bronner, qui cherche à pérenniser ou réactiver des oppositions nationales et scolaires datant des années 1970/1980 et désormais largement dépassées par la sociologie (Cousin, 2020 ; Foucart et al., 2020), diffère sur de nombreux aspects du cas italien ; mais elle incite à la comparaison internationale et à l'analyse différenciée des rentes de position dans l'espace scientifique.

BIBLIOGRAPHIE

ABBOTT Andrew (2010), *Chaos of disciplines*, Chicago, The University of Chicago Press.

ANVUR (2014), *Rapporto sullo stato del sistema universitario e della ricerca 2013*, Agenzia Nazionale di Valutazione del Sistema Universitario e della Ricerca, Rome.

- ANVUR (2018), *Rapporto biennale sullo stato del sistema universitario e della ricerca 2018*, Agenzia Nazionale di Valutazione del Sistema Universitario e della Ricerca, Rome.
- AKBARITABAR Aliakbar, Vincent Antonio TRAAG, Alberto CAIMO et Flaminio SQUAZZONI (2020), « Italian sociologists: a community of disconnected groups », *Scientometrics*, n° 124, p. 2361-2382.
- AKBARITABAR Aliakbar, GiangiacoMO BRAVO et Flaminio SQUAZZONI (2021), « The impact of a national research assessment on the publications of sociologists in Italy », *Science and Public Policy*, vol. 48, n° 5, p. 662-678.
- ARCIDIACONO Davide, Joselle DAGNES, Lara MAESTRIPIERI et Antonello PODDA (2021), « La précarité dans l'université italienne : mise en perspective depuis la sociologie économique », *Socio-logos*, n° 15, url: <https://journals.openedition.org/socio-logos/5090>.
- ARGENTIN Gianluca (2013), « Il valore di mercato della laurea in Sociologia. Crisi della disciplina e difficoltà occupazionali dei nostri laureati », *Sociologia Italiana. AIS Journal of Sociology*, n° 2, p. 111-127.
- ARGENTIN Gianluca, Giulia ASSIRELLI et Carla FACCHINI (2019), « The winding (but satisfying) pathways of researchers in sociology: descriptive evidence from a large-scale Italian survey », *International Review of Sociology*, 29, n° 3, p. 426-445.
- ARGENTIN Gianluca, Giulia ASSIRELLI et Orazio GIANCOLA (2015a), « I lavori e le retribuzioni dei sociologi », dans FACCHINI Carla (dir.), *Fare i sociologi. Una professione plurale tra ricerca e operatività*, Bologne, Il Mulino, p. 139-161.
- ARGENTIN Gianluca, Alessandra DECATALDO et Giovanna FULLIN (2015b), « Gli esiti occupazionali dei laureati in sociologia », *Sociologia Italiana. AIS Journal of Sociology*, n° 6, p. 111-124.
- AVALLONE Gennaro (2010), *La sociologia urbana e rurale: origini e sviluppi in Italia*, Napoli, Liguori.
- BARBANO Filippo (1985), « Elementi per una storia della sociologia in Italia », *Studi di sociologia*, 23, n° 2-3, p. 152-175.
- BARBIERI Paolo et Giorgio CUTULI (2010), « A uguale lavoro, paghe diverse. Differenziali salariali e lavoro a termine nel mercato del lavoro italiano », *Stato e mercato*, 90, n° 3, p. 471-504.
- BARONE Carlo (2013), « Che lavoro fa un sociologo? Gli esiti occupazionali dei laureati in Sociologia (e qualche proposta per contenere i danni) », *Sociologia Italiana. AIS Journal of Sociology*, n° 1, p. 141-154.
- BARONE Carlo et Lucia RUGGERA (2015), « Perché i laureati in sociologia faticano a trovare un lavoro accettabile? Un illuminante confronto con i laureati in servizio sociale », dans PERINO Annamaria et Lello SAVONARDO (dir.), *Sociologia, professioni e mondo del lavoro*, Milan, Egea, p. 78-96.
- BARTOLINI Stefano, Ivo COLOZZI, Colin CROUCH, Roberto FRANZOSI et SEGRE Vittorio Dan (2006), *Relazione finale di area*.
- BARTOLINI Stefano (2007), « Come migliorare la qualità della ricerca in Italia? L'esperienza della valutazione triennale della ricerca nelle Scienze politiche e sociali (2001-2003) », *Sociologica*, 1, n° 3.
- BORRELLI Davide, Fabio Massimo LO VERDE, Fabrizio MARTIRE, Giuseppe RICOTTA et Francesca VIANELLO (2021), « Docenza, offerta formativa ed efficacia occupazionale dei titoli di studio nelle discipline politico-sociali », *Quaderni di Sociologia*, n° 85, p. 135-143.
- BOURDIEU Pierre (1984), *Homo academicus*, Paris, Minuit.

- CAPANO Giliberto, Marino REGINI et Matteo TURRI (2016), *Changing Governance in Universities: Italian Higher Education in Comparative Perspective*, Londres, Palgrave Macmillan.
- CARRIERO Renzo et Marianna FILANDRI (2015), « Mancati sociologi? Sovraistruzione e disallineamento tra i laureati in un *soft field* », dans FACCHINI Carla (dir.), *Fare i sociologi. Una professione plurale tra ricerca e operatività*, Bologne, Il Mulino, p. 163-180.
- COSSU Andrea et Matteo BORTOLINI (2017), *Italian Sociology, 1945-2010. An Intellectual and Institutional Profile*, Londres, Palgrave.
- COUSIN Bruno (2017), « Organizzazione scientifica, specificità nazionali e svolta comparativa: uno sguardo sugli ultimi quindici anni della sociologia urbana francese », *Sociologia urbana e rurale*, n° 113, p. 139-154.
- COUSIN Bruno (2020), « La sociologie comme science sociale de la morale et des émotions », dans COUSIN Bruno et Michèle LAMONT (dir.), *La morale des sociologues*, Paris, Presses universitaires de France, p. 5-16.
- DECATALDO Alessandra, Antonio FASANELLA et Brunella FIORE (2019), « Italian doctorate holders in the political and social sciences: career options, job growth and salary », *International Review of Sociology*, 29, n° 3, p. 409-425.
- FACCHINI Carla (2019), « Employment and education of Sociologists. Opportunities and critical factors of a multifaceted profession », *International Review of Sociology*, 29, n° 3, p. 327-335.
- FACCHINI Carla et Paolo ZURLA (2015), « Competenze richieste dal lavoro, competenze acquisite nel percorso formativo » sociologi », dans FACCHINI Carla (dir.), *Fare i sociologi. Una professione plurale tra ricerca e operatività*, Bologne, Il Mulino, p. 181-201.
- FACCHINI Carla et Carlo PENNISI (2021), « Su alcuni caratteri dell'offerta formativa della sociologia in Italia », *Quaderni di Sociologia*, n° 85, p. 145-154.
- FOUCART Stéphane, Stéphane HOREL et Sylvain LAURENS (2020), *Les gardiens de la raison. Enquête sur la désinformation scientifique*, Paris, La Découverte.
- FRESCHI Anna Carola et Marco SANTORO (2010), « Italy: A Troubled and Divided Academic Field under Neoliberal Pressure », *Universities in Crisis. Blog of the International Sociological Association*, 17 mars, url:<http://isa-universities-in-crisis.isa-sociology.org/?p=373#more-373>.
- GRUNING Barbara, Marco SANTORO et Andrea GALLELLI (2019), « Discipline and (Academic) Tribe: Humanities and the Social Sciences in Italy », dans FLECK Christian, Matthias DULLER et Victor KARADY (dir.), *Shaping Human Science Disciplines. Institutional Developments in Europe and Beyond*, Cham, Palgrave Macmillan, p. 147-188.
- HALPERN Charlotte, Pierre LASCOUMES et Patrick LE GALES (dir.) (2014), *L'instrumentation de l'action publique. Controverses, résistance, effets*, Paris, Presses de Sciences Po.
- LEBARON Frédéric (2000), *La croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil.
- LUCIANO Adriana (2013), « Professione sociologo: c'è un futuro per i laureati in sociologia? », *Sociologia Italiana. AIS Journal of Sociology*, n° 1, p. 133-140.
- MAGATTI Mauro (2007), « Sulla crisi della sociologia », *Sociologica*, 1, n° 2, url: <https://www.rivisteweb.it/doi/10.2383/24763>.
- MORCELLINI Mario (2014), « Ci riflettiamo. L'immagine della sociologia tra media e opinione pubblica », *Sociologia Italiana. AIS Journal of Sociology*, n° 3, p. 129-153.

PARADEISE Catherine, Dominique LORRAIN et Didier DEMAZIERE (dir.) (2015), *Les sociologies françaises. Héritages et perspectives (1960-2010)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

PASSARETTA Giampiero, Paolo TRIVELLATO et Moris TRIVENTI (2019), « Between academia and labour market — the occupational outcomes of PhD graduates in a period of academic reforms and economic crisis », *Higher Education*, 77, n° 3, p. 541-559.

PISATI Maurizio et Marco SANTORO (2012), « Il bradipo (e il) sociologo », *Per la sociologia*, url: <http://perlasociologia>.

REYNERI Emilio (2014), « Per una seria riflessione sullo stato della sociologia italiana », *Per la sociologia*, url: <http://perlasociologia>.

RIVIERA Emanuela (2015), « Testing the Strength of the Normative Approach in Citation Theory Through Relational Bibliometrics: The Case of Italian Sociology », *Journal of the Association for Information Science and Technology*, 66, n° 6, p. 1178-1188.

SANTORO Marco (2009), « How “Not” to Become a Dominant French Sociologist: Bourdieu in Italy, 1966-2009 », *Sociologica*, 3, n° 2-3.

SANTORO Marco (2011), « Esiste una “comunità scientifica” per la sociologia italiana? », *Rassegna Italiana di Sociologia*, 52, n° 2, p. 253-282.

SANTORO Marco (2017), « The Gini-Merton Connection. An Episode in the History of Sociology and Its International Circulation », *Sociologica*, 12, n° 3, url: <https://www.rivisteweb.it/doi/10.2383/89511>.

SCHIZZEROTTO Antonio (2013), « Trento e la sociologia italiana », *Sociologia Italiana. AIS Journal of Sociology*, n° 1, p. 127-132.

SGRITTA Gian Battista (2013) « Per la Sociologia pubblica? », *Sociologia Italiana. AIS Journal of Sociology*, n° 1, pp. 106-126

SIZA Remo (2006), *Le professioni del sociologo*, Milan, Franco Angeli.

SIZA Remo (2013) « La professione del sociologo tra sviluppo e diffusione della Sociologia », *Sociologia Italiana. AIS Journal of Sociology*, n° 1, p. 167-181.

VITALE Tommaso (2018), « Dare cittadinanza ai giovani: indicazioni di metodo per le politiche », dans ZUCCA Gianfranco (dir.), *Il ri[s]catto del presente. Giovani e lavoro nell'Italia della crisi*, Soveria Mannelli, Rubbettino, p. 155-183.

RÉSUMÉS

L'article présente les équilibres, oppositions et conflits des dernières décennies qui ont contribué à la réorganisation institutionnelle de la sociologie italienne, ainsi qu'à l'évolution de ses pratiques de recrutement, d'évaluation et d'avancement. Ces changements sont toujours en cours et leurs partisans et opposants continuent à s'affronter ; notre texte est donc aussi un peu l'histoire d'un combat qui fait encore rage. Dans une première partie, nous expliquons comment la sociologie italienne a été historiquement dominée par trois « composantes » : de puissantes coteries mandarinales, à l'origine associées aux trois principaux partis politiques du pays, qui s'étaient réparti l'ensemble des postes universitaires et des positions de pouvoir de la discipline. Dans une seconde partie, nous montrons comment ce système et la partition qu'il avait mise en place ont été remis en cause par la pénurie de postes et, surtout, par deux réformes successives des recrutements universitaires, qui ont instauré des habilitations nationales aux grades de

professeurs et un dispositif de mesure standardisée de la productivité individuelle et de la qualité des travaux sociologiques. En effet, comme le détaille la troisième partie, on assiste depuis deux décennies en Italie, au fil d'évaluations nationales successives, à un essor de la bibliométrie et à la légitimation progressive de nouveaux critères pour mesurer la valeur scientifique, laquelle est désormais davantage définie en fonction de la *peer-review* et de l'internationalisation. Enfin, une quatrième partie montre comment ces évolutions s'inscrivent aussi dans un contexte général de dégradation des conditions d'emploi des docteurs et des diplômés en sociologie.

The article presents the last decades' equilibria, oppositions and conflicts that have contributed to the institutional reorganisation of Italian sociology, as well as to the evolution of its recruitment, evaluation, and promotion procedures. These changes are ongoing, and their supporters and opponents continue to confront each other. Therefore, the article is also a bit of a history of a still-raging battle. In the first section, we explain how three main coalitions have historically controlled Italian sociology: powerful academic cliques (associated initially with the three main political parties of the country), which until recently shared among themselves all academic positions and positions of power within the discipline. In the second section, we show how this system has subsequently been challenged by a shortage of jobs and, above all, by two successive reforms of university recruitment, which introduced a procedure of national qualification (*abilitazione*) for professorships and a standardized measure of individual productivity. Indeed, as detailed in the third section, the past two decades in Italy have seen the rise of bibliometrics and the gradual legitimization of new criteria to measure scientific quality, which is now defined more in terms of peer-reviewed articles and internationalization. Finally, a fourth section shows how these changes have also taken place in a general context in which the employment conditions of sociology doctors and graduates were worsening.

INDEX

Mots-clés : sociologie italienne, universitaires, recrutement, évaluation, conflits académiques

Keywords : sociology of sociology, Italian sociology, academia, evaluation, academic conflicts, recruitment, sociology graduates' labor market

AUTEURS

BRUNO COUSIN

Assistant professor (Sciences Po - CEE)

TOMMASO VITALE

Associate professor (Sciences Po - CEE)

FILIPPO BARBERA

Professore ordinario (Université de Turin)

CARLO BARONE

Professeur des universités (Sciences Po - OSC)

MARCO SANTORO

Professore ordinario (Université de Bologne)